



CA1  
EA10  
62T07  
FXE  
REF

TREATY SERIES 1962 No. 7 RECUEIL DES TRAITÉS

SCIENCE

Renseignements scientifiques relatifs à la défense

Échange de Notes entre le CANADA et la FRANCE

Paris le 25 mai 1962

En vigueur le 25 mai 1962

SCIENCE

Defence Science Information

Exchange of Notes between CANADA and FRANCE

Paris, May 25, 1962

Entered into force May 25, 1962

43-208548

43-279-779

C.6 304997P1

ROGER DUHAMEL, F.R.S.C.  
Queen's Printer and  
Controller of Stationery

ROGER DUHAMEL, m.s.r.c.  
Imprimeur de la Reine et  
Contrôleur de la Papeterie

Ottawa, 1963

Price—Prix: 35 cents

Cat. No.—N° E3-62/7

64898-0-1

ÉCHANGE DE NOTES (le 25 mai 1962) ENTRE LE GOUVERNEMENT CANADIEN  
ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS CONCERNANT L'ÉCHANGE DE REN-  
SEIGNEMENTS SCIENTIFIQUES RELATIFS À LA DÉFENSE.

I

*L'Ambassadeur du Canada à la France au Ministre des  
Affaires Étrangères de la France.*

AMBASSADE DU CANADA

N° 2089

PARIS, le 25 mai 1962.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous proposer au nom du Gouvernement canadien qu'un programme d'échange de renseignements scientifiques intéressant la Défense soit établi entre la France et le Canada dans le dessein de faire progresser les recherches concernant la défense de nos deux pays.

Les domaines scientifiques intéressant la Défense, ainsi que les sujets précis auxquels le présent accord sera applicable, seront déterminés d'un commun accord par le Président du Conseil de Recherches pour la Défense (the Chairman, Defence Research Board), comme représentant canadien, et par l'Inspecteur des Fabrications et Programmes d'Armement, comme représentant français. Ces deux personnalités arrêteront les modalités précises de l'échange de renseignements dans la mesure où le permettent les législations respectives des deux pays.

Les activités découlant du présent accord s'appelleront: «Programme canado-français d'échange de renseignements scientifiques intéressant la Défense». Chaque activité particulière d'échanges scientifiques dans un secteur bien défini se nommera: «Projet canado-français d'échange de renseignements scientifiques intéressant la Défense».

Sous les réserves stipulées au paragraphe 5, les deux pays procéderont à un échange total de renseignements scientifiques et techniques sur les sujets bien déterminés auxquels ils estimeront que le présent accord s'applique. Chacun des deux pays prendra des dispositions, à la demande de l'autre, pour que des représentants de celui-ci agréés par l'un et l'autre aient accès aux établissements ou autres lieux où les travaux scientifiques ou les projets convenus se poursuivront, afin qu'ils puissent se renseigner complètement à leur sujet.

Le Gouvernement canadien et le Gouvernement français reconnaissent que des restrictions pourront être apportées à l'échange de certains renseignements provenant d'un organisme ou d'un pays tiers qui ne serait pas partie au présent accord. L'échange de tels renseignements sera soumis à l'approbation du tiers visé.

D'autre part, les deux pays ne communiqueront les renseignements reçus en vertu du présent accord à aucun organisme ou pays tiers, sans le consentement du pays dont ils proviennent.

(Translation)

EXCHANGE OF NOTES (May 25, 1962) BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA  
AND THE GOVERNMENT OF FRANCE CONCERNING THE EXCHANGE OF  
DEFENCE SCIENCE INFORMATION.

I

*The Canadian Ambassador to France to the Minister of Foreign Affairs of  
France.*

CANADIAN EMBASSY

No. 2089

Paris, May 25, 1962.

EXCELLENCY:

I have the honour to propose, on behalf of the Government of Canada, that a programme of exchange of information in defence science be established between France and Canada in order to promote research concerning the defence of our two countries.

The fields of defence science and the specific projects to which this arrangement is applicable shall be those mutually agreed upon by the Chairman of the Defence Research Board on behalf of Canada and the Inspecteur des Fabrications et Programmes d'Armement on behalf of France, who will establish the detailed arrangements for the exchange of defence science information to such extent as is permissible under the laws of their respective countries.

The undertakings pursuant to this arrangement shall be known as: "Canada-France Defence Science Information Exchange Programme". The activity of scientific interchange within a particular and designated field of defence science shall be known as: "Canada-France Defence Science Information Exchange Project".

Subject to the proviso in Paragraph 5, there will be a full exchange of scientific and technical information on the designated subjects to which both countries consider this arrangement applicable. Either country will arrange on request for mutually agreed representatives of the other country to have access to establishments, or other places where the scientific activity or agreed projects are being carried out, for the purpose of obtaining a complete disclosure of information on those projects.

The Government of Canada and the Government of France recognize that restrictions may be placed on the exchange of certain information where a third organization or country not a party to this Agreement may be the originator. Exchange of such information will be contingent upon the approval of the third party concerned.

In turn, neither country will release information received under this agreement to a third organization or country without prior consent of the originator.

Les droits effectifs ou virtuels de propriété seront protégés conformément aux lois de chaque pays et il ne sera fait aucun usage des renseignements qui pourraient compromettre ces droits, sans le consentement préalable de ceux dont ils émaneront. Ce consentement devra être obtenu avant toute utilisation de ces renseignements à des fins non militaires. L'échange des renseignements couverts par de tels droits de propriété s'effectuera entre les deux pays selon des arrangements et modalités convenant à l'une et à l'autre.

Le nécessaire sera fait pour définir les éléments secrets de chaque projet d'échange de renseignements et pour attribuer des cotes de sécurité à bon escient et en accord. Les renseignements revêtus d'une cote de sécurité, communiqués en vertu du présent accord bénéficieront dans le pays qui les recevra de la même protection que dans le pays d'origine; ils seront sauvegardés, après que le présent accord aura pris fin, conformément aux dispositions de sécurité convenues et aux dispositions supplémentaires définies au paragraphe précédent.

Si cette proposition est jugée acceptable, j'ai l'honneur de proposer que la présente Note et votre réponse confirmative constituent entre nos deux Gouvernements un Accord qui entrera en vigueur le jour de votre réponse et le demeurera jusqu'à l'expiration de six mois à compter du jour où un Gouvernement l'aura dénoncé par préavis à l'autre Gouvernement.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

PIERRE DUPUY

Monsieur Maurice Couve de Murville,  
Ministre des Affaires Étrangères,  
Quai d'Orsay,  
Paris.

Existing and potential proprietary rights, where applicable, will be protected in accordance with the laws of either country, and no use will be made of information which endangers these rights without prior agreement of the originator. The originator's prior agreement will be obtained before any information is used for non-military purposes. Information covered by such proprietary rights will be exchanged between the two countries under arrangements and procedures agreeable to both.

The necessary measures will be taken for the definition of the classified aspects of each project established for information exchange and for the allocation of agreed and appropriate security classifications. Classified information received under this arrangement will be given security protection by the recipient country equivalent to that afforded by the originating country and will continue to be safeguarded after the termination of this arrangement in accordance with agreed security provisions and the additional provisions described in the preceding paragraph.

If the foregoing proposal is acceptable, I have the honour to suggest that this Note and Your Excellency's reply to that effect shall constitute an Agreement between our two Governments which shall come into force on the date of Your Excellency's reply and shall remain in force until six months from the day on which either Government shall have given notice of termination to the other.

Please accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

PIERRE DUPUY

His Excellency,  
M. Couve de Murville,  
Minister of Foreign Affairs,  
Paris.

## II

*Le Ministre des Affaires Étrangères de la France à l'Ambassadeur  
du Canada à la France.*

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Paris, le 25 mai 1962.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour, dont le texte se lit comme suit:

«Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous proposer au nom du Gouvernement canadien qu'un programme d'échange de renseignements scientifiques intéressant la Défense soit établi entre la France et le Canada dans le dessein de faire progresser les recherches concernant la défense de nos deux pays.

«Les domaines scientifiques intéressant la Défense, ainsi que les sujets précis auxquels le présent accord sera applicable, seront déterminés d'un commun accord par le Président du Conseil de Recherches pour la Défense (the Chairman, Defence Research Board), comme représentant canadien, et par l'Inspecteur des Fabrications et Programmes d'Armement, comme représentant français. Ces deux personnalités arrêteront les modalités précises de l'échange de renseignements dans la mesure où le permettent les législations respectives des deux pays.

«Les activités découlant du présent accord s'appelleront: «Programme canado-français d'échange de renseignements scientifiques intéressant la Défense». Chaque activité particulière d'échanges scientifiques dans un secteur scientifique défini se nommera: «Projet canado-français d'échange de renseignements scientifiques intéressant la défense».

«Sous les réserves stipulées au paragraphe 5, les deux pays procéderont à un échange total de renseignements scientifiques et techniques sur les sujets bien déterminés auxquels ils estimeront que le présent accord s'applique. Chacun des deux pays prendra des dispositions, à la demande de l'autre, pour que des représentants de celui-ci agréés par l'un et l'autre aient accès aux établissements ou autres lieux où les travaux scientifiques ou les projets convenus se poursuivront, afin qu'ils puissent se renseigner complètement à leur sujet.

«Le Gouvernement canadien et le Gouvernement français reconnaissent que des restrictions pourront être apportées à l'échange de certains renseignements provenant d'un organisme ou d'un pays tiers qui ne serait pas partie au présent accord. L'échange de tels renseignements sera soumis à l'approbation du tiers visé.

«D'autre part, les deux pays ne communiqueront les renseignements reçus en vertu du présent accord à aucun organisme ou pays tiers, sans le consentement du pays dont ils proviennent.

«Les droits effectifs ou virtuels de propriété seront protégés conformément aux lois de chaque pays et il ne sera fait aucun usage des renseignements qui pourraient compromettre ces droits, sans le consentement préalable de ceux dont ils émaneront. Ce consentement devra être obtenu avant toute utilisation de ces renseignements à des fins non militaires. L'échange des renseignements couverts par de tels droits de propriété s'effectuera entre les deux pays selon des arrangements et modalités convenant à l'un et à l'autre.

## II

*The Minister of Foreign Affairs of France to the Canadian  
Ambassador to France.*

## MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

Paris, May 25, 1962.

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of to-day's date which reads as follows:

"Excellency,

I have the honour to propose, on behalf of the Government of Canada, that a programme of exchange of information in defence science be established between France and Canada in order to promote research concerning the defence of our two countries.

The fields of defence science and the specific projects to which this arrangement is applicable shall be those mutually agreed upon by the Chairman of the Defence Research Board on behalf of Canada and the Inspecteur des Fabrications et Programmes d'Armement on behalf of France, who will establish the detailed arrangements for the exchange of defence science information to such extent as is permissible under the laws of their respective countries.

The undertakings pursuant to this arrangement shall be known as: "Canada-France Defence Science Information Exchange Programme". The activity of scientific interchange within a particular and designated field of defence science shall be known as: "Canada-France Defence Science Information Exchange Project".

Subject to the proviso in Paragraph 5, there will be a full exchange of scientific and technical information on the designated subjects to which both countries consider this arrangement applicable. Either country will arrange on request for mutually agreed representatives of the other country to have access to establishments, or other places where the scientific activity or agreed projects are being carried out, for the purpose of obtaining a complete disclosure of information on those projects.

The Government of Canada and the Government of France recognize that restrictions may be placed on the exchange of certain information where a third organization or country not a party to this Agreement may be the originator. Exchange of such information will be contingent upon the approval of the third party concerned.

In turn, neither country will release information received under this agreement to a third organization or country without prior consent of the originator.

Existing and potential proprietary rights, where applicable, will be protected in accordance with the laws of either country, and no use will be made of information which endangers these rights without prior agreement of the originator. The originator's prior agreement will be obtained before any information is used for non-military purposes. Information covered by such proprietary rights will be exchanged between the two countries under arrangements and procedures agreeable to both.

«Le nécessaire sera fait pour définir les éléments secrets de chaque projet d'échange de renseignements et pour attribuer des cotes de sécurité à bon escient et en accord. Les renseignements revêtus d'une cote de sécurité, communiqués en vertu du présent accord bénéficieront dans le pays qui les recevra de la même protection que dans le pays d'origine; ils seront sauvegardés, après que le présent accord aura pris fin, conformément aux dispositions de sécurité convenues et aux dispositions supplémentaires définies au paragraphe précédent.

«Si cette proposition est jugée acceptable, j'ai l'honneur de proposer que la présente Note et votre réponse confirmative constituent entre nos deux Gouvernements un Accord qui entrera en vigueur le jour de votre réponse et le demeurera jusqu'à l'expiration de six mois à compter du jour où un Gouvernement l'aura dénoncé par préavis à l'autre Gouvernement».

J'ai l'honneur de vous faire savoir que ces propositions recueillent l'agrément du Gouvernement de la République française. En conséquence, votre lettre et la présente réponse constituent un accord entre nos deux Gouvernements qui prend effet à la date de ce jour.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

M. COUVE DE MURVILLE

Son Excellence

Monsieur Pierre Dupuy

Ambassadeur du Canada à Paris.





The necessary measures will be taken for the definition of the classified aspects of each project established for information exchange and for the allocation of agreed and appropriate security classifications. Classified information received under this arrangement will be given security protection by the recipient country equivalent to that afforded by the originating country and will continue to be safeguarded after the termination of this arrangement in accordance with agreed security provisions and the additional provisions described in the preceding paragraph.

If the foregoing proposal is acceptable, I have the honour to suggest that this Note and Your Excellency's reply to that effect shall constitute an Agreement between our two Governments which shall come into force on the date of Your Excellency's reply and shall remain in force until six months from the day on which either Government shall have given notice of termination to the other."

I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the French Republic agrees to this proposal. Accordingly, your letter and this reply constitute an agreement between our two Governments in force as of this day.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

M. COUVE DE MURVILLE

His Excellency,  
Pierre Dupuy,  
Ambassador of Canada,  
Paris.

VIGATION

Péage au Canal de Welland

Echange de Notes entre le Canada et les  
Etats-Unis d'Amérique

Ottawa les 3 et 13 juillet 1962

En vigueur le 13 juillet 1962

43-248-547  
Honn. Directeur, Press  
Queen's Printer and  
Controller of Stationery

43-271-720  
Honn. Directeur, Press  
Impression de la Reine et  
Contrôle de la Papeterie

Ottawa, 1962

The necessary measures will be taken for the definition of the classified  
of each project established for information exchange and for the  
of agreed and appropriate security classifications. Classified information  
will be given security protection by the  
received under this arrangement will be given security protection by the  
country equivalent to that afforded by the originating country and  
will continue to be regarded after the termination of this arrangement in  
accordance with agreed security provisions and the additional provisions  
described in the preceding paragraph.

and in the event of any proposed amendments, I have the honor to suggest that  
and Your Excellency's reply to the effect that still constitute in Article  
between two Governments which shall come into force on the date  
of Your Excellency's reply and shall remain in force until six months after  
the day on which either Government shall have given notice of termination  
to the other."

I have the honor to inform Your Excellency that the Government of the  
French Republic agrees to this proposal. Accordingly, your letter and this reply  
constitute an agreement between our two Governments in force as of this date.  
Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

M. COUVE DE MURVILLE

ELLIVRUM de EVUOC M.

excellence nos  
yupud errar Dupuy  
Amirad a abanaq up burssasdmA.

His Excellency,  
Pierre Dupuy,  
Ambassador of Canada,  
Paris.